



JE MARCHE POUR LA CULTURE ...

« La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend plus indispensable. La culture, ce n'est pas un luxe dont, en période de disette, il faudrait se débarrasser. La culture, c'est l'avenir, c'est le redressement, c'est l'instrument de l'émancipation et le moyen de faire une société pour tous ».

Cette déclaration, c'est l'engagement solennel du candidat Hollande, au BIS de Nantes, en janvier 2012, devant des centaines de professionnels du spectacle vivant qui l'ovationnèrent.

Depuis ces déclarations, nous assistons aux plus grands reniements.

La loi de finance 2014 s'est traduite par une nouvelle baisse du budget du ministère de la culture et de la communication de 2%.

Rappelons qu'en 2013 le budget du ministère était revenu à son plus bas niveau depuis 1981.

Cette situation se concrétise par une baisse drastique des moyens des opérateurs nationaux, de l'audiovisuel et de la communication, une ponction sur le CNC et des moyens d'interventions sur la création et l'enseignement artistique.

La loi de finance 2014 confirme et renforce le désengagement de l'État de sa politique culturelle, de l'audiovisuelle, en totale contradiction avec les engagements du candidat Hollande et des déclarations du Parti socialiste. Cela se traduit, une fois de plus, par des baisses des moyens pour l'ensemble du champ du Spectacle vivant, des arts visuels, du cinéma, de l'audiovisuel, de l'enseignement artistique et de l'action culturelle.

A cela s'ajoute la baisse des budgets culturels des collectivités territoriales suite à la diminution de leurs dotations.

La loi de décentralisation (dite MAPAM) entérine le désengagement de l'Etat, le transfert de ses compétences aux collectivités territoriales et la fragilisation voire la disparition des DRAC.

Pourtant le récent rapport de l'Inspection des finances et de l'inspection des affaires culturelles précisent que la culture génère 3,2% du PIB (ce qui correspond à 5,8% des valeurs ajoutées nationales) devant l'Hébergement et la Restauration, les Télécoms, l'Assurance, les Industries Chimiques et Automobiles.

Dans ce contexte, la paupérisation des travailleurs de la Culture, des artistes-auteurs, des artistes interprètes salariés est insupportable !

Cette politique est désastreuse pour la démocratie culturelle, pour l'économie du pays.

Nous n'acceptons pas cette situation !

Nous refusons de voir anéanti le service public des Arts et de la Culture, dont l'Audiovisuel au seul bénéfice de la marchandisation de tout acte culturel !

Nous marcherons le 10 février prochain à Paris et en région :

- ✓ pour la culture ;
- ✓ pour refonder la politique culturelle ;
- ✓ parce que les richesses générées par le monde de la création sont avant tout celles qui favorisent la liberté de penser, de s'émouvoir, de vivre ensemble contre toute idée d'exclusion.

Paris, le 13 janvier 2013.

Pour vous tenir informés à tout moment de l'actualité sociale, notre Fédération met à votre disposition : son site Internet au www.fnsac-cgt.com - Email : cgtspectacle@fnsac-cgt.com
FNSAC 14-16, rue des Lilas 75019 PARIS – Tel. : 01 48 03 87 60